

REBELLION

PARAIT LE 1er ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

ABONNEMENTS :
 Etranger : 6 mois 3 belgas
 1 an 6 belgas
 Belgique : 6 mois 13 fr.
 1 an 25 fr.
 Tous les versements doivent être effectués au compte chèq. post. 175.360, de Léo CAMPION, Bruxelles.
CORRESPONDANCES :
 33, rue Ernest Allard, Bruxelles.
 (Belgique)
 La rédaction reçoit sur rendez-vous.

La contre-révolution espagnole

Le lundi, 3 mai, à Barcelone, vers 2 h. 30 de l'après midi, trois camions chargés de gardes d'assaut s'arrêtèrent place de Catalogne devant la centrale téléphonique.

Les gardes envahirent les locaux en criant aux employés : haut les mains ! Le premier moment de stupeur passé, les travailleurs résistent, les gardes ne parviennent pas à occuper tout l'immeuble. Finalement, une sorte d'armistice est conclu et les assaillants se retirent momentanément.

Entretiens, la nouvelle s'est répandue comme une trainée de poudre (l'expression est parfaite), les ouvriers descendent en armes dans la rue, dressent des barricades et, progressivement, se rendent maîtres d'à peu près toute la ville.

C'est alors que les dirigeants politiques et syndicaux, y compris les anarchos-syndicalistes et les anarchistes, lancent des appels implorants et menaçants, donnent l'ordre de cesser les combats et de reprendre le travail. L'ordre est en partie suivi, le désarroi se met dans le camp des plus combattifs, la bataille s'apaise et un calme relatif se rétablit.

Pour l'ensemble de la population c'est une chaude alerte et des « incidents regrettables » qui seront bientôt réglés.

Pour les militants révolutionnaires, c'était un mauvais coup de leurs ennemis qui, cette fois encore, n'avait pas réussi.

Tels étaient la situation et l'état des esprits durant des heures du 7 et du 8 mai.

Tout le monde s'accorde à reconnaître que les interventions pacificatrices de responsables de la « Confédération Nationale du Travail » et de la « Fédération Anarchiste Ibérique », furent décisives, sans elles la situation devenait grave, tout ce qu'il y a de plus grave.

La suite des événements devait cependant montrer que ces pacificateurs furent bien mal récompensés, et ceci pose du reste un problème que les révolutionnaires — et les libertaires surtout — du monde entier, n'ont pas fini d'examiner.

En manière de pacification, 10.000 hommes de police, formidablement armés, envoyés par les pouvoirs centraux et militaires, vinrent se joindre à ceux qui étaient sur place et, aidés et dirigés par les contre-révolutionnaires — particulièrement par des équipes du Guépéou Staliniens — entreprirent la traque et le massacre des libertaires et des marxistes révolutionnaires.

On remplirait des pages à décrire les horreurs qui se commirent ces jours là. Un fait curieux, très curieux, et qu'il faut noter avec soin, s'était encore produit entretiens. Six bateaux de guerre français et anglais étaient arrivés à Barcelone et, au moment où la contre-révolution allait être écrasée, on parla de débarquer des compagnies de fusilliers marins « pour protéger les Consuls » (voir débarquement de marins français à Odessa au début de la révolution Russe).

Enfin, toujours dans le même temps, une crise gouvernementale éclatait à Valence, provoquée par les ministres staliniens.

Des marchandages et des chantages de coulisses on ne sait guère et c'est sans importance.

Résultats : La Confédération Nationale du Travail est éliminée ; l'Union Générale des Travailleurs (syndicats socialistes dont la tête est diversement noyauté, mais dont la base tend à l'union avec la C.N.T.) est éliminée.

La gauche du parti socialiste est éliminée. Quant à la Fédération Anarchiste et au Parti ouvrier d'Unité Marxiste (P.O.U.M.) ils sont éliminés depuis longtemps.

L'ancien Chef de Gouvernement, « Largo Caballero » malgré qu'il fut un cheval de retour des compromis, ne put admettre de tels reniement et fut balancé à son tour !

Ainsi fut constitué un gouvernement composé de Radicaux, de Républicains, de droitiers socialistes, et...de Communistes !

Le Chef de la combinaison, c'est Prieto ; mais il est tellement impopulaire et tellement méprisé qu'il dut prendre un paravent et placer comme Président du Conseil un personnage falot et inconnu, nommé « Negrin ».

Prieto ! le roi des combinards, le gros chien de garde du capitalisme républicain, l'ancien ministre des transports qui menaçait les grévistes de sanctions militaires, le serviteur notoire du capitalisme anglais ; le voilà au faite du pouvoir, lui, le prototype du renégat.

C'est donc pour cela que des milliers d'héroïques ouvriers et de pauvres paysans sont allés à la mort !

C'est là qu'on en est, 10 mois après que le peuple croit marcher vers sa libération !

Ainsi se termine un épisode de la guerre sociale d'Espagne. Les forces qui s'y sont affrontées devaient en arriver là.

D'un côté le peuple ouvrier et paysan groupé dans ses organisations politiques et syndicales de classe.

De l'autre côté la bourgeoisie républicaine qui défend ses privilèges économiques, les chefs de partis qui défendent leurs monopoles politiques, et, par dessus tout, les intérêts économiques et politiques de la France, de l'Angleterre, de la Russie, etc...

Tout ce joli monde ne veut à aucun prix d'une Espagne socialiste et libertaire qui échapperait à sa domination ou à son contrôle. Voilà pourquoi il fallait éliminer les anarchistes qui sont, en

Espagne, l'âme de la révolution prolétarienne.

Mais comme, dès le début de l'agression de Franco, les hommes de la C.N.T. et de la F.A.I. furent en première ligne, tant sur le front de combat que sur les fronts de l'arrière, il fallait sauver la face et mentir effrontément. Et les informations officielles laissèrent entendre que ce furent des bandes de mutins et de saboteurs plus ou moins anarchistes qui déclenchèrent une attaque ; contre laquelle les honnêtes républicains et les braves staliniens ont bien du se défendre !

Il n'y a, en définitive, dans cette sanglante aventure rien que de très naturel. Une seule chose est relativement neuve ou du moins apparaît telle aux yeux de tout observateur objectif.

Par leurs agissements en Espagne les staliniens ont montré qu'ils étaient définitivement passés de l'autre côté de la barricade ; qu'ils sont devenu une force de conservatisme et de réaction.

Car les communistes Espagnols furent l'âme de ce complot contre-révolutionnaire. Ils en furent les conseillers, les metteurs au point. Ils furent surtout les agents de liaison entre les différents secteurs nationaux et internationaux de cette monstrueuse coalition qui aboutit au massacre des meilleurs fils du prolétariat Catalan et Espagnol.

Le petit père Staline peut-être content, les agents du guépéou, qui pullulent en Espagne, n'ont pas volé leur paye. Mais la médaille à son revers, malgré toute son astuce il a bien fallu que, du même coup, l'Internationale Stalinienne abatte ses cartes et se démasque.

Il y a aujourd'hui en Espagne des dizaines de milliers de travailleurs révolutionnaires qui savent et qui retiendront que le stalinisme est parmi leurs premiers ennemis.

C'est là une vérité lourde de conséquences. On comprendra de plus en plus que la contre-révolution espagnole marque un tournant dans l'histoire du mouvement prolétarien et, par conséquent, dans l'histoire du monde.

ERNESTAN.

AMNISTIE

Amnistier les condamnés politiques d'il y a 20 ans, c'est très bien. Mais pensons aux dernières charettes !

« Rebellion » se renierait tout entier s'il ne réclamait l'amnistie intégrale en faveur de tous ceux qui furent frappés par la « justice » belge par raison d'Etat. Que 19 ans après la « victoire » ces condamnés soient encore atteints dans leurs droits et leurs intérêts, montre clairement que la question de l'amnistie ne fut jamais considérée sous l'angle du bon sens et, moins encore, dans un esprit d'humanité, mais qu'elle reste un prétexte d'agitation, de marchandages et de basse démagogie.

Quant à l'amnistie conditionnelle avec serment d'allégeance pour l'éligibilité etc... c'est bien une des solutions sans courage qui porte la marque ; chèvre et chou, du régime Van-Zeelandien.

Mais laissons cela et parlons plutôt des malheureux lourdement et scandaleusement frappés en pleine Oasis!...

Car on ne le sait et on ne le dit pas assez, toutes les semaines les tribunaux infligent des mois de prisons à d'honnêtes travailleurs qui n'ont commis d'autres crimes que d'avoir aidés leur frères d'Espagne à résister aux massacreurs fascistes.

Les plus durement traités sont ceux qui ont « recruté » pour l'Espagne, ou qui auraient pu recruter pour l'Espagne, ou qui auraient eu l'air d'avoir eu l'intention de recruter !

Ne dites pas que nous exagérons. Considérez plutôt le cas de Louis Oederkerken dont nous parlons dans notre précédent numéro. L'accusation portée contre lui était si fantaisiste et si insoutenable qu'il fut acquitté par le tribunal correctionnel de Tournai. Mais le parquet, obéissant à on ne sait quels ordres ?, s'acharna et alla en appel.

Louis Oederkerken, militant probe entre tous, fut traduit le 19 mai devant la célèbre et incomparable 9e chambre de Bruxelles et condamné à trois mois de prison sans sursis.

Nous portons ce fait scandaleux à la connaissance de l'opinion publique et particulièrement des groupements et organes « de gauche ». Nous voulons croire qu'ils ne permettront pas qu'une réaction sournoise et hypocrite persécute les militants prolétariens en dépit de toute justice.

Quant à ces socialistes de gouvernement qui parlent, la main sur le cœur et les yeux mouillés de leur solidarité entière, indéfectible etc... avec les travailleurs espagnols ; que leur pensée soit au delà des Pyrénées mais qu'ils fassent leur devoir élémentaire ici ; qu'ils exigent la fin de persécutions contre les volontaires et les pseudos-recruteurs pour l'Espagne. Amnistie pour les dernières charettes !



— Moi aussi, jeune homme, j'ai été antimilitariste; puis l'âge est venu où je n'étais plus mobilisable et j'ai compris que la patrie devait être défendue...

Jalon d'escamotage du Syndicalisme

La Centrale d'Education Ouvrière vient de publier une plaquette intitulée :

Corporatisme, NON !
Organisation des professions, PEUT-ETRE !
 par Jef Rens, secrétaire de la Commission Syndicale,
 préface de Corneille Mertens.

Quoique n'étant ni militant syndical, ni éditeur, mais soucieux nous aussi d'éduquer les prolétaires, nous émettons le vœu de voir bientôt sortir de presse les ouvrages suivants :

Se mouiller, NON !
Prendre un bain, PEUT-ETRE !
 par Gribouille,
 préface de Saint-Médard.

Boire, NON !
Se saouler la gueule, PEUT-ETRE !
 par M. le sénateur Legrand,
 préface du Professeur Pinard.

Blennorrhagie, NON !
Vérole, PEUT-ETRE !
 par le docteur Klette.

L. C.

MICMACTUALITES

Mme Frédérica Montseny, nationaliste anarchiste (sic), dont j'avais le plaisir de vous entretenir il y a quinze jours, paraît bien avoir fait des petits. Moralement s'entend. Et quand je dis « moralement », je m'entends...

Autrement dit, les événements de Barcelone semblent démontrer la trahison de certains « chefs » anarchistes. Comme quoi les hommes sont des hommes. Même quand ces hommes sont des femmes. Et qu'ils est toujours vrai que l'exercice du pouvoir les corrompt. Ainsi que l'ont de tous temps prétendu les anarchistes.

Exception faite évidemment pour des Hommes (c'est un mot auquel je ne met pas facilement de majuscule) comme Durruti ou Berneri.

Et c'est pour cela qu'on les a assassinés...

Bob Smillie, volontaire anglais du côté gouvernemental, a été arrêté par ordre du gouvernement de Valence.

Fenner Brockway, secrétaire du Parti travailliste indépendant, a déclaré que Smillie ramenait en Angleterre des rapports sur les récents événements de Barcelone que le gouvernement espagnol ne désire pas voir livrés à la publicité. Tout s'explique...



Le sous-comité de non-intervention de Londres a décidé d'adresser un appel aux deux parties en conflit en Espagne en vue « d'humaniser la guerre ».

Que voilà un bel écho humoristique. Humoristique sans le vouloir. Et c'est cela qui est triste...

Au fait, pour « humaniser la guerre », ne pourrait-on pas dessiner de ravissantes petites croix rouges sur les torpilles aériennes et des motifs floraux sur les mascaz ?

« Humaniser la guerre »... Ce qu'il faut surtout et avant tout pour « humaniser la guerre », c'est ne pas supprimer la guerre.

Car si on supprimait la guerre, il est évident qu'il ne serait plus possible de l'humaniser.

Un enfant en bas âge comprendrait cela...

Le sous-comité de non-intervention de Londres n'est pas composé d'enfants en bas âge.

Il est composé de vieillards qui retombent en enfance.

Ce qui est à peu près la même chose. Alors il a fort bien compris.

Et c'est pour ça qu'on peut lui faire confiance. Tant qu'il sera là et que ça ne dépendra que de lui, la guerre durera. De façon à pouvoir l'humaniser...



Le tribunal correctionnel de Hambourg a condamné à des peines de deux à six années de prison plusieurs personnes qui avaient écouté des émissions du poste radiophonique de Moscou.

C'est vous dire si la dictature marxiste qui sévit à l'I. N. R., par la personne de M. Bouchery et si nous en croyons le « Pays Réel », peut sembler douce...

Allons, on est tout de même mieux — ou moins mal, à Bruxelles qu'à Berlin...

N'en déplaise à M. Degrelle (il est bien sage, ces temps ci, M. Degrelle).

Et sans vouloir blanchir en rien M. Van Zeeland...

Mais oui, mais oui, je vous concède qu'en U. R. S. S., ce n'est guère mieux qu'en Hitlerie.

Et qu'il ne fait pas bon de n'y pas être stalinien cent pour cent, sous peine

d'être suspecté de trotskisme, avec tous les inconvénients capitaux que cette suspicion comporte.

Qu'est-ce que cela prouve ?

Cela prouve qu'on est tout de même mieux — ou moins mal, à Bruxelles qu'à Moscou.

N'en déplaise à M. Relecom (il est bien sage, ces temps ci, M. Relecom).

Et sans vouloir blanchir en rien M. Van Zeeland...



Les fascistes se valent, voyez-vous, qu'ils soient de droite ou de gauche. Et c'est peut être pour cela qu'ils s'excommunient réciproquement...

Un mien ami me disait, il y a de cela quelques semaines :

« Ce qu'on a encore trouvé de plus supportable, jusqu'à présent du moins, c'est un sale régime démocratique bourgeois avec des ministres pourris. »

« On a encore rien fait de mieux. »
« Tout sale que soit le régime et tout pourris que soient les ministres ».
C'est tout dire...

Ce n'est pas ragoutant ?
Evidemment que ce n'est pas ragoutant...

Mais ça fait tout de même plaisir de pouvoir l'écrire.

Ce détail a son importance.

Comme ça, si nous n'aimons pas ça, nous essayons d'en dégoûter les autres. Et ce n'est pas nous qui vous empêcherons d'y vouloir changer quelque chose.

Au contraire...

M. Van Zeeland paraissait relativement honnête.

C'est le 11 avril qu'il l'a perdu. Il a été grisé cet homme.

Grisé par le succès. Il a cru que c'était arrivé.

Alors il a voulu jouer au politicien. Et il a foutu tout son prestige par terre.

Allons, tant mieux !... Pour ceux qui hésitent et ne savaient pas encore à quoi s'en tenir.

M. Léon Blum aussi semblait honnête.

Mais il a fait comme les autres.

Avez-vous remarqué cela : quand les fascistes ont le pouvoir, ils gouvernent en fascistes (ce qui a au moins le mérite de la logique) mais quand les socialistes sont au pouvoir, ils ne gouvernent pas en socialistes...

M. Léon Blum est un poète.

Où il fallait un homme d'état on a mis un poète.

Alors où il eut fallu que ça casse, il a fallu que ça poète...



Réceptionnant M. Delbos, M. Spaak s'est écrié :

« Nous sommes bien décidés à nous conduire dans l'avenir comme nous nous sommes conduits dans le passé ».

Qu'est-ce à dire ?

M. Spaak redeviendrait-il un jour le « révolutionnaire en smoking » que ses actuels amis lui reprochaient d'être ou plutôt, continuant son « évolution » serait-il un jour officiellement de droite ?

Car si son passé est garant de son avenir, on peut s'attendre à tout...

De M. Relecom, au cours du débat sur l'amnistie :

« Je propose de dire que seront exclus du bénéfice de la loi les personnes qui se livrent actuellement à une activité politique dirigée contre l'indépendance de la Belgique ou qui sont au service d'une puissance étrangère ».

Nous qui croyons que « les prolétaires n'ont pas de patrie » devions nous tromper puisque l'indépendance de la Belgique préoccupe à ce point MM. les communistes...

Quant à être au service d'une puissance étrangère, on peut être tranquille. Aucune ingérence de Moscou ! Ils ne mangent pas de ce pain là...

Un bon point à M. Van Dieren pour le parallèle qu'il a établi, au Sénat, entre la libération de Malou Gérin et celle de l'objectif de conscience flamand Berten Fermont, libération qui n'a précédé sa mort que de quinze jours.

Est-ce bien la peine de souligner la participation, à la revue navale du couronnement du roi d'Angleterre, de la flotte de guerre soviétique ?

Voici un extrait d'ordre du jour de la Ligue Patriotique des Anciens Prisonniers Politiques de la Flandre Orientale (L.P.D.A.P.P.D.L.F.O.) au sujet de l'amnistie :

« Si, malgré les protestations indignées des Belges loyaux, le Parlement devait passer outre à la volonté énergiquement exprimée du pays et amnistier les traîtres, un grand drapeau noir serait arboré journellement et pendant un an à la hampe de l'Enclos des Fusillés ».

Pour éviter un confusionnisme regrettable, signalons à la L.P.D.A.P.P.D.L.F.O. (ouf !) que le drapeau noir est considéré comme un emblème anarchiste et, que de ce fait, il doit y avoir une loi en Belgique interdisant d'arborer ce séditionnel et subversif étendard.

Ceci dit, nous on veut bien — nous n'avons pas le culte de quelques mètres de coton au bout d'une perche, fussent-ils noirs et nous nous foutons des drapeaux, même anarchistes — et ça ne nous gênera pas pour marcher si, pendant un an, à Gand, flotte le drapeau noir.

Quant aux amnistiés gageons qu'ils s'en moquent cordialement.

Ce en quoi ils n'ont pas tort.



Il y a un journal français qui s'appelle « l'Insurgé ».

Beau titre. Dommage qu'il s'agisse d'une feuille d'extrême droite.

Mais, j'y songe, pour compenser si « Rébellion » changeait de titre ? On pourrait l'intituler « la Patrie » ou « Scrongneugneu ».

Afin d'éviter toute confusion...

Léo CAMPION.

Pour les chômeurs

M. Henri Suse, Commissaire Royal, vient de déposer son rapport sur la question de l'assurance-chômage. Ce rapport constitue un volume de 272 pages et sa rédaction a demandé 4 mois. D'autre part on annonce la suite prochaine de ce rapport !...

Le dit rapport, n'endoutons pas, aura la plus heureuse influence sur la résorption du dit chômage. Dès à présent il aura en tous cas procuré du travail à un certain nombre de « spécialistes » et de rédacteurs.

Bientôt il passera en commissions, en sous-commissions et en sous-sous-commission.

Y-a-bon pour les pauvres chômeurs !



Anaxagore montrait le ciel du bout du doigt, quand on lui demandait où était sa patrie. Diogène répondit qu'il était cosmopolite ou citoyen du monde. Cratès le Thébain, ou le Cynique, se moqua d'Alexandre qui lui parlait de rebâtir sa patrie, lui disant qu'un autre Alexandre que lui la pourrait venir détruire pour la seconde fois. Et la maxime d'Aristippe, aussi bien que de Théodore, était qu'un homme sage ne doit jamais hasarder sa vie pour des fous, sous ce mauvais prétexte de mourir pour son pays.

La Mothe-le-Vayer.

LA GUERRE JUSQU'AU BOUT

Ne négligeons rien pour lutter contre la guerre, ou plutôt contre ceux qui l'appellent ou travaillent de telle sorte qu'elle vienne.

Il importe de dénoncer les charognards, à propos desquels on établit de convaincants et violents réquisitoires. Il convient de répéter sans cesse que la guerre écraserait les populations civiles sous des calamités indescriptibles. Il faut rappeler ce que valent les militaires professionnels dans la préparation et la conduite des guerres.

Montrons aussi que la guerre, une fois lancée sur les peuples que les dirigeants transforment si facilement en cibles consentantes, que la guerre ne cesse sa course que lorsque croule intégralement, ou à peu près, un des belligérants.

Pourquoi la paix ne survient-elle pour ainsi dire jamais avant cette fin habituelle de l'imbécile tragédie ? Tout particulièrement par la faute de ceux qui exercent une influence plus ou moins grande, plus ou moins néfaste, sur les peuples. Que nous enseigne la guerre de 1914-18, à cet égard ?

Voici les hommes de guerre qui tiennent pour stupide et bouffonne une paix sans vainqueurs ni vaincus. Il suffit de consulter les documents de guerre pour constater que tous les chefs militaires, dans les deux camps, professaient ce principe « jusqu'au boutiste ». Et c'est normal.

Voici les hommes de gouvernement qui abondent dans le même sens, catégoriquement : « Nous ne voulons pas subir leurs conditions, nous voulons imposer les nôtres. Tant que nos ennemis ne se reconnaîtront pas vaincus, nous ne cesserons pas de combattre » (R. Poincaré, à Nancy, mars 1915). Lord Grey, à Londres, quelques jours plus tard, ne déclame pas autrement. Même langage, en Allemagne, bien entendu.

Presque tous les chefs social-démocrates discourent de la même manière. Exemples : « Nos populations belges ne veulent pas d'une paix boiteuse... Le P.O.B. reste convaincu qu'il n'y a que deux moyens pour atteindre ce but (libérer l'humanité des forces du passé) : ou la force des armes ou la transformation radicale des idées et des institutions dans les puissances centrales elles-mêmes... » (Mémoire pour la Conférence de Stockholm). « Il s'agit d'abord d'établir qu'il ne saurait être question de paix tant que l'impérialisme allemand n'aura pas été écrasé. » (Guesde, début de 1915).

Voici encore les militaires professionnels « qui n'abandonnent jamais l'espoir de vaincre comme les joueurs n'abandonnent jamais l'espoir de gagner ». (« G.Q.G. Secteur I » J. de Pierrefeu, qui vit de près les gros galonnés à l'œuvre). Ils ne s'avouent vaincus que lorsque les armées perdent leur formidable et dégradante cohésion de troupeaux. Alors que la débâcle apparaissait comme indubitable, Ludendorff, le prototype du militaire professionnel, déclarait encore fin octobre 1918 : « Il faut continuer à combattre... » (« Souvenirs »).

Que dire de l'atmosphère créée chez les peuples que Romain Rolland (qui, depuis...) appelait, en des pages célèbres, les peuples assassinés !

En France, comme en Allemagne, les dirigeants condamnaient systématiquement tout ce qui pouvait susciter ou renforcer le moindre désir de paix. Ainsi, selon le général Gallieni, le « mot

paix doit être rayé du vocabulaire français. » (Discours à la Chambre des Députés). « Actuellement, toute allusion à un rapprochement entre adversaires même sur le terrain sentimental, doit être écartée ». (Circulaire du Ministre de la guerre, 1915). Consigne à la Censure française : « Interdiction de laisser paraître le mot paix, sauf si on joint le mot victorieuse » (d'après les « Secrets de la Censure », de M. P. Allard et N. Berger). « Le P.O.B. (les chefs) considère comme dangereuse toute agitation en faveur d'une paix prématurée... » (Mémoire pour Stockholm).

Plus tard, quand le sang versé commence à donner des nausées aux gouvernés et des craintes aux gouvernants, la dictature politico-militaire française interdit la divulgation des propositions officielles de paix présentées en janvier 1917 par l'Autriche. De plus, selon des consignes à la Censure : « ...les articles exprimant le vœu que la question de l'Alsace-Lorraine ne soit pas cause de la continuation de la guerre, doivent être formellement échappés... ». « ...Empêcher que la presse ne signale l'intervention possible du roi d'Espagne dans des négociations de paix... ».

Autres très importantes causes qui prolongèrent de beaucoup la guerre, sans nécessité avouable : les conventions secrètes signées en pleine guerre. Ces traités exigeaient une paix victorieuse parce qu'ils contenaient des clauses irréalisables par une paix blanche.

Chez les Allemands : « La résolution de paix (en 1917) ne répondait pas à nos vœux... Il y avait aussi des inconvénients au point de vue de la Bulgarie (alliée à l'Allemagne) qui avait des buts de guerre exorbitants... » (Ludendorff, « Souvenirs »).

Chez les Alliés — ces purs chevaliers du Droit — procédés identiques pour le partage du butin convoité :

Traité secret du 26-4-15 attribuant à l'Italie, le Trentin, le sud du Tyrol, l'Istrie, la Dalmatie, une partie de l'Albanie, des territoires coloniaux ;

Traité secret du 17-8-16 accordant à la Roumanie la Bucovine, le Baruat, la Transylvanie ;

Traité secret franco-russe du 14-2-17 donnant à la France, l'Alsace-Lorraine, la Sarre, et permettant la constitution d'un Etat neutre avec les territoires de la rive gauche du Rhin ;

Traité secret franco-russe du 26-2-17 selon lequel la Russie censervait toute liberté dans la fixation de ses frontières occidentales...

Ces dernières conventions obligeaient déjà le Gouvernement français à repousser brutalement le message de l'empereur d'Autriche qui proposait, le 8-3-1918, une paix séparée !

A penser enfin au patriotisme intransigeant des profiteurs de guerre, aux industriels qui réclamaient des annexions « par pur souci » de la sécurité nationale, aux politiciens de toute couleur qui faisaient bon marché du sang des « viles multitudes », au mutisme ou à la lâcheté des élites, aux innombrables vagues de mensonges et aux excitations permanentes, chacun perçoit la puissance que détenait cette conspiration de toutes les forces mauvaises contre l'esprit de paix, pendant la « dernière guerre ». Chacun voit aussi pourquoi cette guerre ne finit que cinquante deux mois après le premier coup de canon.

P. I.



- Soldats ! Il n'est nulle part écrit dans la Bible : tu n'asphyxieras pas.

Abonnez-vous à Rébellion

ESPAGNE 1937

EN AVANT! camarades belges

C'est sous ce titre que nous recevons le très encourageant message ci-dessous. Il émane de Pierre Besnard, secrétaire général de « L'Association Internationale des Travailleurs ».

Comme P. Besnard le rappelle dans sa lettre, l'A.I.T. est la continuatrice directe de la 1ère Internationale. Sa section la plus importante n'est autre que la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.) d'Espagne.

« L'Ébellion » est donc très sensible à cette marque de confiance et s'efforcera de toujours la mériter.

C'est avec beaucoup de plaisir que j'ai pris connaissance du premier numéro de « REBELLION ».

Je salue l'effort de mes camarades belges et je suis convaincu qu'il portera rapidement ses fruits.

En effet, le moment est venu, en Belgique comme en France, de tenter sérieusement de redresser et, si possible, d'unifier nos forces au sein d'organisations de combat, pour barrer enfin la route au fascisme.

La lutte qui se déroule en Espagne, depuis le 19 juillet 1936, nous fait un devoir pressant et impérieux d'agir ainsi.

Cette lutte, qui met aux prises, sur le sol espagnol, les forces du Travail et du Capital, exige de notre part un effort adéquat à l'enjeu de la bataille.

Le prolétariat européen joue son avant-dernière carte. Si le fascisme triomphait en Espagne, la France et la Belgique seraient SIMULTANEMENT ET IMMEDIATEMENT menacées.

Et, si cette dernière digue était emportée par le flot dévastateur, le reste de l'Europe ne tarderait guère à succomber.

C'en serait fait, très rapidement, de nos espoirs et, pendant des dizaines d'années, les travailleurs européens — et, hélas ! ceux du Monde entier — seraient courbés sous la dure loi de la Force et de la Barbarie.

Impitoyable, le Talon de Fer du Capitalisme s'appesantirait sur le Monde.

Il ne faut pas que cela soit. Cela ne sera pas !

En publiant « REBELLION », pour grouper autour de vous toutes les énergies saines de votre pays, vous avez prouvé, chers camarades de Belgique, que ce danger ne vous avait pas échappé.

Merci, au nom de l'A. I. T.

Vous avez fait votre devoir. L'A. I. T. fera le sien, dans toute la mesure de ses possibilités.

Continuatrice de la première A. I. T., fondée à Londres en 1864, la seconde A. I. T., qui est déjà dans la quinzième année de son âge, ne sera pas inférieure à sa mission.

Née de la carence du syndicalisme d'intérêt général et de la faillite générale des partis — de tous les partis et de leurs Internationales — ce n'est pas au moment où ces partis et Internationales cherchent à étrangler la Révolution espagnole, suivant le plan conçu par la diplomatie anglo-franco-russe, pour restaurer la République dite « démocratique », que l'A. I. T. failira à son devoir.

Elle est, au contraire, plus décidée que jamais à intensifier sa propagande et son action révolutionnaires ; à leur donner, partout, le caractère accentué et constructif qu'elles doivent avoir en la circonstance.

Notre doctrine a subi VICTORIEUSEMENT l'épreuve des faits.

Elle n'est pas réalisable « dans mille ans », comme se plaisent à le répéter nos adversaires, tout de même un peu inquiets, mais IMMEDIATEMENT : TOUT DE SUITE.

L'expérience espagnole en est la preuve convaincante.

Il importe donc que cette expérience aille à son terme logique, qu'elle ne soit pas arrêtée en cours de route par tous les politiciens contre-révolutionnaires d'Espagne et d'ailleurs.

IL FAUT QU'ELLE DEVIENNE UN EXEMPLE POUR LE MONDE. Et, si comme l'affirmait Montesquieu, RIEN N'EST PLUS CONTAGIEUX QUE L'EXEMPLE, nous pouvons être certains que nos conceptions triompheront et se généraliseront beaucoup plus rapidement que nous ne pouvons le concevoir nous-mêmes.

A l'œuvre donc, camarades belges ! pour le succès de notre Cause commune, qui est celle de tout les prolétariats du Monde.

PIERRE BESNARD,
Secrétaire Général de l'A. I. T.

DEUX MANIFESTES

En pleine bataille, tandis que les camarades aux barricades se dressaient contre l'ennemi intérieur qui voulait écraser la révolution, on vit apparaître les deux manifestes que nous reproduisons ci-dessous.

Le P.O.U.M. A LA CLASSE OUVRIERE.

Camarades,

Avec la lutte de ces jours, le prolétariat de Barcelone a montré sa volonté inébranlable de ne pas tolérer la moindre provocation contre-révolutionnaire. Une fois débarrassé de l'ennemi, par la magnifique réaction de la classe ouvrière, la « retraite » s'imposera. Mais celle-ci ne peut s'effectuer que sous les conditions suivantes :

Retraite de la force publique de la rue. La Classe ouvrière conservera les armes.

L'accomplissement de ces conditions, parfaitement acceptables, peut terminer la lutte et éviter un versement inutile de

sang, et donner aux camarades qui combattent au front la confiance et le moral qui sont tant nécessaires pour la fuite contre notre ennemi mortel : le fascisme.

Le Comité Exécutif.

C N T - F A I — GROUPE DES
« AMIS DE DURRUTI »

Travailleurs, exigez avec nous :
Une direction révolutionnaire,
Le châtiement des coupables,
Le désarmement de tous les corps armés, qui participèrent à l'agression,
La socialisation de l'économie,
qui se sont dressés contre la classe ouvrière !

La dissolution des partis politiques
Ne cédon pas la rue !
La révolution avant tout !

Nous saluons nos camarades du P. O.U.M. qui ont fraternisé avec nous dans la rue.

Vive la révolution sociale !
A bas la contre-révolution !
LES AMIS DE DURRUTI.

Les journées sanglantes de Barcelone, du 3 au 7 mai, entre autres enseignements, nous portent à de bien amères considérations sur l'opportunité de la générosité en temps d'insurrection. Lorsque le peuple en révolte hésite à adopter les grands moyens, c'est toujours la faction qui les emploie, après, quand la ruse et la technique répressive ont eu le dessus.

Qu'on ne s'y trompe pas : à Barcelone il y eut une véritable insurrection populaire contre le « coup » contre-révolutionnaire organisé par les partis politiques — communistes en tête — et inspiré, sinon préparé, par certains gouvernements étrangers.

Le même prolétariat libertaire du 15 juillet qui, en quelques heures, avait balayé la vermine fasciste (et y a laissé plus de 600 morts, ne l'oublions jamais), s'est retrouvé dans les rues et pendant 48 heures au moins, y a été le maître absolu. Il aurait suffi que la grève générale continuât, en s'étendant à la Catalogne entière, que l'appel aux armes fût poussé à fond et les partis et les coteries et leurs intrigues auraient été réduits en poussière. La présence dans le port de Barcelone, le 5 et le 6, de six navires français et anglais n'auraient sans doute pas intimidé des hommes pour qui la mort est peu de chose.

Mais cette houle magnifique se contente, après la bataille qu'elle n'a pas voulu, qu'elle a tout fait pour éviter pendant des longs mois, de donner spectacle de sa force sans s'en servir. Discipline, discipline, lui crie-t-on. Elle retourne au travail, confiante, pour se donner tout entière à la guerre, puisque la Révolution a été sauvée une deuxième fois.

C'est à partir de ce moment que l'ennemi, battu de front, se replie sur la tactique de l'assassinat individuel, méthodique, clandestin.

Des militants disparaissent un peu partout. On les retrouve criblés de balles dans un champs, dans une rue, à l'hôpital. Personne ne sait rien. Des ceka mystérieuses opèrent et se défont surtout la nuit ; des prisons privées sont créées où l'on supplicie les prisonniers prélevés à leur domicile.

C'est ainsi que Berneri et Barbieri, deux libertaires, dans l'après-midi du 5, furent invités par une douzaine de miliciens portant le brassard rouge de l'U. G. T. et un individu en civil à sortir et à les suivre.

On les retrouve quelques jours après seulement à l'Hôpital Clinique, morts. Leurs cadavres, criblés de balles avaient été ramassés dans la nuit du 5 au 6, l'un aux environs du palais de la Généralité, l'autre sur la « Rambla ».

Les mêmes procédés avaient servi, à la mi-avril — et sans doute par les mêmes Ceka — pour faire disparaître Mark Rein, le fils du menchéviste Abramovitch, journaliste socialiste.

Nous trouvons dans la presse espagnole toute une longue théorie de ces assassinats, tous portant la même marque d'origine :

A Sardanola-Ripollet (Catalogne), le

8 mai, une mystérieuse ambulance déposait sur la route les cadavres de douze militants des Jeunesses libertaires massacrés et repartait ensuite, à toute vitesse, vers Barcelone.

Le secrétaire du front des Jeunesses Libertaires, Martinez Alfredo, après avoir quitté une réunion, le 6 à la Maison C. N. T. - F. A. I. est « disparu » et toute recherche à ce jour de son corps a été vaine.

Le 11, un autre membre des Jeunesses Libertaires tombe en pleine rue sous une décharge. Personne ne sait rien.

A Tarragona, une quinzaine de cadavres des militants les plus connus de la région sont retrouvés dans les rues et dans les champs, le 5 et le 6.

Nous pourrions continuer à l'infini. Ce que nous voulons faire ressortir, c'est qu'il ne s'agit pas là d'hommes tombés dans la bataille, les jours de l'insurrection. C'est le massacre individuel froidement préparé et exécuté après, lorsque des engagements solennels ont été pris de part et d'autre, par le gouvernement, les partis et les organisations, pour que la lutte fratricide cesse et que la normalité revienne. C'est en considération de ces engagements que les ouvriers libertaires avaient déposé les armes et repris leurs outils de travail.

C'est du Matteotti, en grand, perpétré par des fascistes rouges armés et guidés par le parti communiste et l'ambassadeur russe à Barcelone contre des révolutionnaires qu'on désigne (la presse socialiste de Belgique y compris), comme des « traîtres ».

Il nous faut cependant parler de Camillo Berneri, ne fût-ce que pour montrer que la Ceka barcelonaise sait choisir ses victimes et sait frapper au cœur un mouvement.

Pour le lecteur belge moyen, Berneri est surtout le héros calomnié de l'affaire Manepace, agent provocateur de Mussolini. On se rappelle la campagne haineuse du « Soir », inspirée par l'ex-libertaire d'Arsac, qui, le 4 mai 1931, commençant une nouvelle série d'accusations sous la signature « S.H. » écrivait : « Nous ignorons toujours si Berneri a été le complice de Manepace ou sa dupe... »

Le fait est que Berneri ne bornait pas son activité à écrire des articles et des études de doctrine ou de littérature dans grand nombre de publications internationales. Pourvu d'une solide culture et d'un sens critique très aigu, professeur de philosophie, conférencier lucide et toujours intéressant, il y avait en lui un tel besoin d'action qui le forçait à sortir de la pure cérébralité et chercher les formes plus appropriées de la lutte pour la liberté. Proscrit depuis de nombreuses années de son pays, l'Italie (il était né à Lodi, en 1897) il était naturellement porté à nouer des relations avec ceux qui, comme lui, combattaient pour la bonne cause, et

travaillaient souvent dans l'ombre de la clandestinité. Lorsqu'il le fallut, il n'a pas hésité à affronter le risque certain de voyages répétés en Italie fasciste même.

Homme d'action et davantage professeur de philosophie que de psychologie, dans la multitude de ses relations il était fatal que sa bonne foi fût surprise un jour par l'habile mouchard Menapace qui lui avait fourni les moyens, à Paris, de démasquer l'espion fasciste Savorelli (exécuté par la suite).

La littérature libertaire possède de lui le meilleur, peut-on dire de sa production, avec celle de Luigi Fabbri, de Malatesta, de Bertoni, de Galleani. Brochures, pamphlets et une énorme contribution d'articles de vulgarisation scientifique et de propagande.

Comme Bakounin et Malatesta, Berneri peut aligner dans une bibliothèque une collection bien ordonnée d'ouvrages de fond. Jusqu'à son départ d'Italie, vers 1926 croyons-nous, son temps était absorbé par ses études (interrompues par la guerre et la prison militaire) et son œuvre journalistique. Son exil l'obligea, alors que de sa formation intellectuelle on aurait pu exiger davantage, à disperser ses facultés en mille activités différentes en même temps qu'à se soumettre à des pénibles occupations physiques destinées à lui fournir les moyens d'existence, ainsi qu'aux siens. Il se fit tour à tour peintre en bâtiment, maçon, terrassier...

Expulsé de France à plusieurs reprises, chercha refuge en Belgique, en Allemagne, mais chassé impitoyablement de ces pays, revient en France où on lui infligea dix mois de prison.

Il fut en Espagne aussitôt après la République de 1931, mais là aussi il fut expulsé et revint, toléré, en France. Les événements de juillet le trouvèrent un des premiers à Barcelone où, de suite, il donna toute la mesure de ses capacités et de sa foi révolutionnaire. Il prit une part active à l'élaboration de la nouvelle structure économique de Catalogne à base libertaire et se consacra ensuite, homme d'action, à la création de la colonne italienne qui s'intégra dans la division anarchiste Ascaso, sur le front de Huesca. Il resta jusqu'à sa mort tragique le délégué politique de cette colonne, infatigable, aimé de tous. D'Espagne, il envoyait des écrits toujours pleins d'intérêts aux journaux du monde entier. A Barcelone il prenait une grande part à la publication de *Guerra di Classe*, hebdomadaire italien, et à *New Spain*, anglais. Ces jours derniers devait paraître de lui un ouvrage très fouillé, intitulé : « Mussolini à la conquête des Baléares ».

Voilà en quelques traits l'homme que les fascistes rouges de Barcelone ont lâchement assassiné : un homme qui a beaucoup donné à la cause révolutionnaire et qui allait encore nous donner plus et mieux au seuil de sa maturité.

M. M.

DERNIERES PAROLES

Ci-dessous des extraits d'une lettre ouverte de Berneri à *Frédérica Montseny*, qui parut dans « *Guerra di Classe* » l'organe libertaire italien paraissant en Catalogne.

Elle fut publiée le 14 avril 1937 ; environ 3 semaines avant que son auteur soit assassiné.

Si je m'adresse à toi, publiquement, c'est à propos de sujets infiniment plus graves, pour te rappeler à des responsabilités énormes, dont tu ne te rends peut-être pas compte, à cause de ta modestie.

Dans ton discours du 3 janvier, tu disais :

« Les anarchistes sont entrés au gouvernement pour empêcher que la Révolution déviât et pour la poursuivre au-delà de la guerre, et encore pour s'oppo-

ser à toute éventualité de tentative dictatorial, d'où qu'elle vienne ».

Et bien, camarade, en avril, après trois mois d'expérience collaborationniste, nous nous trouvons en présence d'une situation au cours de laquelle se produisent des frais graves, tandis que d'autres, pires encore, se dessinent déjà.

Quant à la Catalogne, l'épuration des éléments trotskistes et anarcho-syndicalistes est commencée ; cette œuvre sera conduite avec la même énergie que celle avec laquelle elle a été conduite en U. R. S. S.

L'heure est venue de se rendre compte si les anarchistes sont au gouvernement pour être les vestales d'un feu sur le point de s'éteindre, ou bien s'ils y sont

désormais seulement pour servir de bonnet phrygien à des politiciens flirtant avec l'ennemi ou avec les forces de restauration de la « République de toutes les classes ». Le problème est posé par l'évidence d'une crise dépassant les hommes qui en sont les personnages représentatifs.

Le dilemme : guerre ou révolution, n'a plus de sens. Le seul dilemme est celui-ci : ou la victoire sur Franco, grâce à la guerre révolutionnaire, ou la défaite.

Le problème pour toi et pour les autres camarades est de choisir entre le *Ver-sailles* de Thiers et le *Paris* de la Commune, avant que Thiers et Bismarck fassent l'union sacrée. A toi de répondre, car tu es « la lumière sous le boisseau ».

Camillo BERNERI.

ESPAGNE 1937

LA VOIX D'UN MORT!

L'article ci-dessous fut écrit par le grand poète anarchiste, ELIAS GARCIA au mois de mars de cette année, peu de temps avant de tomber à Pozoblanco, face aux mercenaires de Franco.

On retrouvera dans cet article cet humanisme supérieur, nouveau et si typique qui est le propre de l'élite libertaire ibérique.

ELIAS GARCIA était tout ensemble

et magnifiquement un poète, un sociologue et un homme d'action.

Il fut aussi avant d'être un martyr, un terrible prophète.

C'est sur la tombe encore fraîche de ces purs héros que la canaille politicienne bourgeoise et stalinienne s'apprête à étrangler la révolution et à vendre leur pays à l'encan.

Mission urgente des Syndicats

Tandis que la guerre suit son cours naturel et particulier et que les braves des tranchées couvrent de gloire la terre, il vous incombe à vous, militants de l'arrière-garde, dirigeants et responsables qui exercez le pouvoir de contrôle sur le grand consortium fédéral de ces vastes associations de producteurs qui sont les syndicats, de veiller à ce que l'effort et le sacrifice du peuple en armes ne demeurent pas vains, une fois de plus, pour la cause de l'émancipation ; et qu'ils ne soient pas réduits à un simple épisode politique engendré, dans des flots de sang.

Votre responsabilité est inéluctable et elle serait terrible devant le monde et l'histoire si les événements en restaient là. Si la Révolution désirée avec anxiété par le peuple suivait un autre cours par un accaparement sournois et par une action coercitive qui la ferait dévier du droit organique et du pouvoir qui imposent à la « Confédération Nacional del Trabajo » l'exercice suprême d'une action décisive sur l'organisation et l'ordre de la nouvelle économie de l'Espagne en créant les organes appropriés, locaux, régionaux et nationaux afin de sauver les conquêtes de la Révolution. Plus graves encore que les circonstances actuelles seraient les hésitations qui ligoteraient les audaces de notre action et qui abaisseraient l'origine et l'essence de notre idéal, en le faisant dévier par des voies détournées.

Et qu'on ne vienne pas avec des attermoissements qui prolongent l'existence d'un monde en liquidation ; qu'on ne vienne pas demander de moratoires pour les restes décrepits d'une économie en banqueroute. Toute marge de concessions ne fera qu'accroître le chaos. Inutile ébrançonner un système dont la technique s'est brisée. La commotion est si profonde qu'il n'y aura ni solidité, ni équilibre, si la réorganisation de l'économie du pays ne se fonde pas intrépidement sur cette renaissance de valeurs et de principes que réclame la Révolution. La trajectoire de l'Espagne, dans cette tragédie historique, n'est ni une ellipse, ni une parabole. Elle ne peut pas être davantage une courbe qui renferme un cercle dans l'aire duquel meurent de consommation le feu et le droit des tempêtes sociales. Elle est plutôt un éclair énergétique et tourmenté d'épisodes en écloison qui trace un zig-zag à mesure qu'il se développe et dans le sillage duquel chaque angle est le point de départ d'une avance nouvelle ; il symbolise et représente le cycle d'une phase, un faisceau de valeurs nouvelles, le lieu d'une conquête dans cette échelle infinie de progressions constantes. Ne pas le reconnaître, prétendre fuir cette réalité au moment où l'océan de tant de problèmes ardu doit être traduit en faits, rend plus difficile la solution et est le point de départ de voies menant à des luttes futures et à des conflits qui faussent et obscurcissent la vision politique du lendemain.

Rien ne peut plus arrêter le peuple dans sa marche et sa progression vers l'affranchissement. Prétendre couper ce chemin implique un défi, un conflit d'hostilité dont les conséquences sont difficiles à prévoir et dont l'importance tragique noierait dans le sang l'avenir de l'Espagne.

Et dans cette voie révolutionnaire la trame fédérale des Syndicats joue un rôle souverain ; elle a un devoir capital que lui a adjugé l'Histoire. Maintenant que les réserves et les possibilités des démocraties capitalistes sont épuisées, que la machine complexe de l'Etat est brisée et démontée par la subversion de ses serviteurs et la faillite de ses institutions, c'est au consortium syndical, à

l'esprit constructif des grandes organisations ouvrières, étendues comme un filet sur tout le pays et contrôlant, par leur effort laborieux et solidaires dans les centres industriels et dans les campagnes, la synthèse complète de la production, que doit en ce moment critique revenir le pouvoir de construire sur des bases fédérales et communiste l'organisation de la nouvelle économie et de la constellation éternelle que la révolution prolétarienne (impossible à conjurer et à faire dévier — répondant à un sentiment historique impérieux du complexe ibérique et à une loi régulatrice de puissance dans le cycle de la sociologie) impose à la société malgré tous les obstacles et les restrictions, de par la volonté du peuple.

C'est là la trajectoire. Tels sont en ce moment les termes impératifs du problème formidable. Telle est la situation. Pour que cette voie ne nous soit pas fermée, pour que cette orientation ne devie pas, tous les militants confédérés, et d'une manière plus implacable et tout à la fois plus décisive, les organisations anarchistes, devront veiller avec une sensibilité toujours en alerte.

Nous ne pouvons pas tolérer, impassibles, que des ruines de la catastrophe où s'engloutissent le pouvoir et l'égide économique de la bourgeoisie — lorsque par un sursaut de sa prépondérance brutale elle veut humilier davantage le peuple — surgisse, comme un phénix, le même bloc architectural que l'action du peuple abatit. Non ; les hiérophantes politiques vaincus, les hommes des vieilles écoles, qui glorifient la propriété et s'élèvent des remparts autour des privilèges, ne pourront pas être les architectes de la vie nouvelle du pays, les auteurs de la réédification rude de la société. C'est le peuple avec son instinct, avec la boussole, le niveau et le fil à plomb de ses aspirations et de ses idées qui sera appelé à construire et à déterminer. En Espagne une étape de liquidation et une période de révolution restent ouvertes. Ceux qui font semblant de ne pas le voir et élèvent une muraille d'obstacles sont, à ne pas en douter, des contre-révolutionnaires. Et comment, demanderai-je, pourrions-nous tolérer que ces gens là soient les arbitres de ce qui se trouve dans le creuset ? Comment, au moment où est en gestation un monde nouveau au milieu de mille tourments, comment ces vieux artistes saisis de crainte à côté du bloc rompu pourraient-ils avoir encore un pouvoir quelconque ?

Il serait absurde de confier l'œuvre de la Révolution aux restes de la démocratie. L'effort de ces hommes s'emploierait entièrement à ébrançonner des architraves et à refaire ce qui s'est écroulé. La Révolution est une mission qui doit être réalisée par les révolutionnaires eux-mêmes. Les politiques démocrates n'en sont pas partisans ; ils soutiennent une autre idéologie, ils maintiennent un crédo opposé. En réalité, ils sont des contre-révolutionnaires. C'est pourquoi, nous voyons avec tant d'inquiétudes le torrent de toutes ces possibilités qui imprègnent la complexité grave de cette heure et le fruit de tant d'efforts.

Seule une action tenace et une entente étroite entre les deux grandes organisations syndicales du pays, qui mette l'économie et la remise en état de sa structure sous la direction constructive des Syndicats, nous dévoilera, surs désormais et avec la tranquillité que leur contrôle implique, la grande énigme de l'avenir.

Faisons tous attention au danger et, avant qu'il soit trop tard, apportons les solutions que réclame le moment.

La Révolution l'exige.

Elias GARCIA.
Tiempos Nuevos, 1-4-37.

Les journées tragiques de Barcelone

Récit d'un témoin

L'après-midi du 4, on a la sensation que les forces ouvrières ont partout le dessus et on avance des faubourgs les plus éloignés, resserrant le cercle autour des ennemis du peuple, assiégés pour ainsi dire entre la place de Catalogne, où il y a le siège du Parti communiste, la moitié du Paseo de Gracia et quelques autres points d'une importance très relative.

Les forces de la F.A.I. et de la C.N.T. avec celles du P.O.U.M., qui cette fois s'est battu au complet et dès la première heure avec nous, pouvaient vaincre les adversaires, si l'on n'avait pas tenu compte que parmi eux se trouvent bon nombre d'ouvriers de l'U.G.T. et du P.S.U.C., devoyés et trompés par les dirigeants, mais qui n'en restent pas moins nos frères.

La journée du 4 s'écoula ainsi. Une attaque à distance de la Maisin C.N.T.-F.A.I., dont la provenance ne peut être précisée, fut promptement contrebattue par nos mitrailleuses. Je laisse naturellement de côté beaucoup d'épisodes qui se déroulèrent ce jour-là dans toute la ville.

La nuit fut à peu près calme, sans rien d'important à signaler.

À 4 heures du matin, le 5, le feu reprit plus implacable et meurtrier, causant dans les deux camps retranchés nombre de morts et de blessés.

Un fait à relever. En cette journée, les gardes assiégés dans les différentes casernes sont obligés aussi de dresser des barricades, ce qui est peut-être nouveau dans l'histoire, et de rester sur la défensive.

Le soir du 5, la révolution était victorieuse, mais il fallait en finir, afin de pourvoir aux besoins du front et de la ville, toutefois en s'assurant de sérieuses garanties. La peur des responsabilités des uns, les intrigues des autres, les considérations humanitaires, d'autres encore et surtout les faiblesses des dirigeants font décréter pour le lendemain la reprise du travail et la pacification.

C'était une solution sans solution, et la nuit s'écoula dans le calme, le lendemain les marchés fonctionnent jusqu'à 10 heures. Mais voici que le feu reprend et se poursuit encore pendant toute la journée. Vers le soir, encore des appels au calme et à la pacification et les modérés reprennent le dessus. La matin du 7, la normalité renaît presque complètement à Barcelone.

— mais cette leçon suffira-t-elle ?

Non, sous peu, il faudra recommencer, car les révolutionnaires généreux paient toujours très cher leurs erreurs de générosité.

A mon avis donc, tout devait être mis en œuvre pour éviter un conflit ouvert, mais après qu'il nous avait été imposé, il fallait le pousser rapidement à fond, dénicher tous nos ennemis, rendre désormais impossible tout complot de leur part, en donnant vraiment au peuple, à tout le peuple, l'entière direction de la vie économique, basée sur les mêmes droits et devoirs pour tous.

C'est pourquoi j'estime que, tout spécialement les dirigeants de la C.N.T., soit la partie modérée et réformiste de la Confédération, ont fait un geste anti-révolutionnaire, en donnant l'ordre de reprendre le travail. Solidaridad Obrera n'a pas compris ou n'a pas voulu comprendre le moment tragique. Les faits plus que mes paroles le prouveront sous peu. Puissé-je me tromper !

Barcelone, 8-5-37. D. L.

(Extrait de « Réveil de Genève ».)

Malheureusement ce témoin et acteur du drame ne s'est pas trompé !

N. de la R.

Après la bataille...

La sagesse populaire dit que l'expérience est la mère de la science. Rien n'est plus vrai. Nous autres prolétaires authentiques, révolutionnaires depuis toujours, nous sommes en train de recueillir des enseignements précieux qui nous serviront pour nous orienter à l'avenir. Le prolétariat, force dynamique a commis beaucoup d'erreurs — qui en douterait ? — mais de ces erreurs, la tactique qui nous conduira à la victoire définitive sortira renforcée.

Parmi les enseignements recueillis il y en a un qui mérite une place spéciale : nous avons appris, nous les ouvriers que nous devons pas nous laisser entraîner par les sentiments trop généreux qu'abrite notre cœur. Cette générosité que nous avons prodiguée depuis juillet a été exploitée habilement par les ennemis cachés derrière le masque d'antifasciste pour nous poignarder traitreusement et nous porter un coup qu'ils croyaient mortel. Mais il s'en faut. Cet attentat à nos droits nous a mis en garde contre des agressions futures.

De toutes façons, dans le fond de notre cœur, il nous reste la satisfaction de nous être comportés loyalement et généreusement envers tous les autres secteurs antifascistes à étiquette bourgeoise. Tandis que nos adversaires politiques se préparaient à l'arrière-garde pour nous assaillir, nous déployons toute notre activité pour les nécessités de la guerre antifasciste et faisons l'impossible pour résoudre d'une manière satisfaisante les problèmes ardu que la reconstruction économique nous imposait. Absorbés par cette tâche d'intérêt général, nous ne nous sommes pas arrêtés aux manœuvres des éléments qui de la politique ont fait une religion lucrative.

Les paysans n'ont pas cessé de travailler la terre. Les ouvriers industriels — ces braves métallurgistes — n'ont pas marchandé les heures des journées employées à alimenter le front de combat. Pendant ce temps, le politicien professionnel, cet être visqueux et répugnant, vivait largement et vociférait à la tribune, exigeant une production plus abondante et critiquant d'une manière gratuite et irresponsable les compagnons héroïques pleins d'abnégation — car au front du travail on compte aussi des pertes — de nos ateliers et fabriques de l'industrie de guerre.

Nous le répétons : l'expérience enseigne bien des choses. Le régime de censure dont nous souffrons, ne nous permet pas d'être aussi explicites que nous le désirerions. Mais, n'importe. Au-dessus de tout ce place la réalité dure et sanglante, qui enseigne beaucoup mieux que tout ce que nous pourrions faire en caractères typographiques.

L'avenir est à nous. Le prolétariat avec sa vigueur et son dynamisme sortira vainqueur de cette situation difficile et sortira plus robuste de l'épreuve dure à laquelle on le soumet. La révolution n'échoue pas et n'échouera pas, quoiqu'en disent les oiseaux de mauvais augure. Nous sommes convaincus que c'est maintenant que nous entrons dans la véritable voie des réalisations. Comme réaction logique contre la conjuration antiprolétarienne, les travailleurs s'apprêtent à resserrer encore les liens de l'union tant désirée par tous, de cette union qui est la garantie la plus sûre de la victoire.

La conséquence à tirer de tout cela, c'est qu'en Espagne il n'y a qu'un seul secteur sain, un secteur qui oubliant sa propre existence, consacre toute son activité au triomphe dans cette guerre, parce que dans ce triomphe il place tous ses espoirs de rédemption ; ce secteur, c'est le prolétariat.

La manœuvre politique antiprolétarienne réalisée par le parti communiste en collaboration des autres secteurs politiques a eu un résultat heureux. « A quelque chose malheur est bon ». Les masses inscrites dans la C.N.T. et la U.G.T. s'apprêtent à la défense en s'unissant.

Enfin l'exemple instructif des Asturies, on l'imite ! L'alliance ouvrière révolutionnaire est près de se réaliser ! Les aspirations à l'unité vont cesser d'être un rêve pour se transformer en une réalité pleine d'espoirs.

QUI DIT QUE LA REVOLUTION A ECHOUÉ ?

Bravo camarades !

On sait qu'au sein des jeunes gardes, des étudiants et des groupements socialistes de tous genre, les staliniens manœuvrent ferme et, malheureusement avec un certain succès.

À la suite des trahisons successives des dirigeants du P. O. B., le désarroi est à son comble parmi les troupes et c'est l'âge d'or dans ces milieux pour les agents du Komintern. Ils s'efforcent d'y faire prévaloir leur mots d'ordres « d'Unité » avec les démocrates bourgeois et la lutte sans merci contre les éléments prolétaires révolutionnaires.

C'est pourquoi nous soulignons avec plaisir l'attitude ferme et indépendante du « Front Antifasciste Socialiste d'Anderecht », F. A. F. qui dans le n° 1 de son organe « La Lutte Antifasciste » montre qu'il n'est pas dupe des mots d'ordres de trahison des Staliniens d'Espagne et de partout :

— « Pourquoi te bas-tu ? demande-t-on au jeune milicien qui souffre du froid, de la pluie, de la faim.

— « Pour la Révolution », répond-il.

— « Pourquoi acceptes-tu tout ces sacrifices ? », demande-t-on au jeune ouvrier de l'arrière qui est rationné mais qui travaille 14 et 16 heures par jour.

— « Pour la Révolution », répond-il.

« Certainement pas pour le retour au système d'avant le 19 juillet ».

Non, ils ne se battent pas pour « la démocratie » qui leur interdisait de s'armer contre le fascisme, pour cette « démocratie » qui a laissé les Franco et les Mola préparer tranquillement leur coup mais qui emprisonnaient les meilleurs d'entre eux parce qu'ils prévoyaient le sombre avenir.

Fini avec le passé, fini avec les opportunistes qui veulent nous faire revenir en arrière. La Révolution seule peut garantir le prolétariat du fascisme.

Le vrai visage du gouvernement de Valence

Rien ne saurait mieux qualifier ce qu'est le nouveau gouvernement de Valence issu en droite ligne du Foreign Office, du Kremlin et du Quai d'Orsay que cet extrait d'un article de Geneviève Tabouis, paru dans « l'Œuvre » de ce matin 19 mai. Il peut se passer de commentaires.

Le nouveau cabinet espagnol est particulièrement bien accueilli au Foreign Office : on estime qu'il est la preuve que le peuple espagnol s'initie rapidement aux complexités, aux concessions et aux exigences de la vie politique. Le fait que les communistes espagnols acceptent un gouvernement aux tendances plus modérées que le précédent est à la fois — aux yeux des Anglais — le signe que les partis modérés, en Espagne, ne songent aucunement à revenir sur les conquêtes sociales réalisées par les partis d'extrême-gauche et le signe également que ces derniers admettent, dans ces conditions, une collaboration étroite et confiante.

Les Anglais en tirent comme conséquence que l'Espagne deviendra plus aisément gouvernable pour le parti, quel qu'il soit, qui viendra au pouvoir dans la suite et que pour le moment, c'est le meilleur gage de succès que peuvent avoir les Républicains.

Aussi, cette nouvelle a-t-elle encore renforcé M. Eden dans son désir obstiné d'arriver rapidement à une médiation entre les deux partis belligérants en Espagne, ce qui pourtant, de l'avis de tous, paraît bien prématuré.

Du côté de l'U. R. S. S., on paraît également satisfait du ministère Negrin, la personnalité de M. Negrin étant très appréciée. De plus, les communistes espagnols, qui ont des relations en Russie, y ont fait connaître leur contentement.

G. T.

L'ESPAGNE NOUVELLE (N° 5) vient de paraître

Numéro spécial : « LES MEDIATEURS A L'ŒUVRE ».

Ce numéro a été rédigé sous la direction du camarade Hem Day, retour de Barcelone où il a vécu les tragiques événements du début du mois.

On s'abonne à l'Espagne Nouvelle, bulletin hebdomadaire illustré, moyennant 12 fr. par an, ou 8 fr. pour 6 mois (France et colonies). Etranger : 15 fr. et 10 fr.

Vente au numéro : 0 fr. 30 ; les 10 : 2 fr. 50 ; le cent : 20 fr. Adresser toutes les commandes et envois d'argent à P. Jolibois, c.c.p. 185-99 Montpellier (10, rue Emile-Jamais, Nîmes-Gard).



TRIBUNE LIBRE

L'amnistie et les wallons



Au cours de la discussion du projet d'amnistie des délits de guerre, certains parlementaires auront fait preuve d'une totale mauvaise foi ou tout au moins d'une ignorance presque absolue de la question.

En ce qui nous concerne, nous ne tenterons pas de défendre l'idée de l'amnistie « totale » au point de vue flamand. Là n'est pas notre rôle, quelque opinion que nous puissions avoir à ce sujet. Nous n'exposerons ici que le point de vue wallon trop oublié par tous quand on parle d'amnistie.

Il nous paraît nécessaire de dire ce que nous savons de l'action wallonne de ceux d'entre nous qui luttèrent en 1917 et 1918 pour défendre les droits des Wallons lésés par l'activité particulièrement puissante des activistes flamands.

On a durement qualifiés ceux que l'on a appelés, à tort, les activistes wallons. On les a accusés de s'être vendus, eux francophiles convaincus, aux autorités occupantes. On les a salis inconsidérément.

Que doit-on retenir de tout cela ?

LES « ACTIVISTES » WALLONS.

La séparation administrative ayant été réclamée par les Flamands à ceux qu'ils considéraient comme leurs frères de race (qu'aurions-nous fait, nous Wallons, devant le fait d'une occupation française), les Wallons virent leurs petite nation en proie à la plus totale désorganisation administrative. Plus de ministères centralisateurs et pas de ministères wallons pour faire pendant aux ministères flamands immédiatement constitués. Donc, plus de subsides pour les organismes d'enseignement ou de redressement pénal, plus de traitements pour le personnel enseignant de ces établissements. Plus de pension pour les retraités et les vieillards. Plus d'émoluments pour tous les fonctionnaires quels qu'ils soient. En sorte qu'une importante portion de la population wallonne se voyait brusquement privée de ses ressources principales.

Un Wallon, et non des moindres, justement inquiet par cette situation, alla signaler les dangers au Verwaltungschef (Chef de l'administration civile) pour la Wallonie, le Dr Haniel. Celui-ci ne put que lui répondre : « L'argent est là. Nous ne l'avons pas volé ! Mais... il n'y a pas de fonctionnaire wallon pour l'acheminer vers sa légitime destination ».

C'est alors que furent créés les ministères wallons.

En 1917, inquiet par les rumeurs qui couraient sur le compte de certains wallonisants de marque, nous nous en fîmes à Namur pour leur poser la question de confiance. Au ministère des Beaux-Arts, nous fûmes reçu par Oscar Colson. Et voici ce que nous exposa ce Wallon loyal dont l'évidente sincérité ne pouvait être mise en doute.

De vant le fait brutal de la séparation administrative édictée par l'occupant, les Wallons d'avant-garde ont cru de leur devoir de se mettre au service de ceux que la politique de séparation atteignait dans leurs plus pressants besoins. A l'appui de cette thèse, Colson nous cita deux cas précis : celui d'un orphelinat situé en Flandre et qui ne recevait de subsides que pour les enfants flamands qu'il abritait. Les enfants wallons qui complétaient la population de cet établissement devaient-ils mourir de faim ? Enfin un conservatoire de musique de Wallonie avait dû fermer ses portes faute de subventions.

Colson résolut le cas de conscience qui se posait à lui en participant à la création des ministères wallons de Namur dont les fonctionnaires furent rémunérés au taux du barème belge d'avant la guerre augmenté d'une insuffisante allocation de vie chère.

MEFIANCE TEUTONNE.

Les Allemands, d'ailleurs, n'avaient aucune tendresse pour les wallonisants. La raison de cette méfiance teutonne nous fut exposée très nettement par un haut fonctionnaire allemand, le Consul Müller, ancien Consul général d'Allemagne en Chine qui était, à l'époque, accrédité comme référendaire auprès du Comité de Défense de la Wallonie, c'est à dire chargé officiellement de contrôler les actes politiques de ce comité et, officieusement, d'en espionner et d'en censurer l'action. Le Consul Müller nous dit en substance que les Allemands aide-

raient les Wallons si toutes les sympathies politiques et raciques de ceux-ci ne les portaient pas vers la France, ce qui les rendait suspects aux occupants.

« Le Comité de Défense de la Wallonie », il faut le dire ici n'était, il faut le dire ici qu'un organisme limitant son activité à l'exclusive défense des intérêts de la Wallonie menacée par la formidable organisation flamingante. Sa principale action politique fut la publication d'un manifeste qui s'inspirait exactement des revendications de la majeure partie des wallonisants modérés de l'avant-guerre. La moindre manifestation du groupe était examinée à la loupe par le Consul Müller et les manifestes ainsi que les articles écrits par les membres de ce comité étaient féroce ment censurés par le Dr Brausefer, chef de la Censure allemande de Namur qui, par excès de zèle, en référéait souvent à la censure politique de Bruxelles.

LES SACRIFIES.

Il est un cas typique à signaler ici. C'est celui de notre ami Arille Carlier, avocat et membre de l'Assemblée Wallonne qui en pleine guerre publia, sans l'autorisation de la censure allemande, une brochure intitulée « La Wallonie autonome ». Cependant, à l'armistice, Carlier subit une scandaleuse détention préventive, se vit radié du barreau et essuya les avances des jeunes et vieux requins qui refusèrent de lui rendre la place qu'il occupait à l'Assemblée Wallonne. Nous pourrions citer maints exemples de ce genre, tel celui de notre regretté ami Franz Foulon qui fut frappé d'ostracisme pour avoir publié à Bruxelles une gazette de guerre, remarquablement faite, à laquelle collaboraient d'ailleurs le député Branquart et le dictateur au petit pied de l'Assemblée Wallonne, Yvan Paul.

LES BREBIS GALEUSES.

A côté de ceux qui furent frappés durement, après l'armistice en raison de la loyauté de leur action, se profilaient les faces inquiétantes de ceux qui, maintenant couverts d'honneurs et de titres, approuvèrent certes l'action des Colson, Henquinez, Ruscart, Moulinasse, Foulon, Carlier, Von Ongeval, etc... Mais, dès l'heure du règlement des comptes, lâchèrent ceux qu'ils avaient encouragés et conseillés et se confinèrent dans un silence prudent. Nous avons dit, dans un livre publié en 1924 (1) ce que nous pensions de l'attitude de certains de ces personnages si éminemment circonspects. Paul Ruscart nous avait annoncé, à cette époque, la publication d'un ouvrage fort documenté sur les hommes qui, occultement, protégèrent et soutinrent le point de vue des Wallons de Namur pour les abandonner ensuite, à leur triste sort. Le livre de Ruscart ne vit jamais le jour. On ne peut que le regretter car il eut éclairé beaucoup de nos amis qui, de bonne foi, ont cru devoir s'abstenir dans la question de l'amnistie !

BORMS DEPUTE ! ET POURQUOI PAS ?

Les principaux adversaires de l'amnistie totale ont pour principal argument avoué ou non, la crainte de voir le Dr Borms en possession de ses droits politiques, élu aux prochaines élections.

Admettons un instant cette éventualité ! Eh bien ! Si une telle élection était un jour assurée, c'est qu'une grande partie de la population flamande aurait manifesté la ferme volonté d'être représentée par Borms. Et, que d'aucuns ne le veuillent pas ou trouvent cette élection immorale, le fait n'en est pas moins établi que la volonté populaire flamande pourrait se manifester en faveur de la candidature Borms. Souvenons-nous de l'élection d'Anvers en 1928, où Borms obtint un résultat électoral formidable puisqu'il réunit sur son nom, 85.000 voix contre 40.000 seulement à son concurrent, c'est symptomatique.

Depuis quand la démocratie s'arroge-t-elle le droit de s'insurger contre la volonté populaire ? Ce serait un premier pas vers la dictature.

Or, nous ne voulons pas de dictature. Et nous n'en voudrions jamais.

Pierre DEJARDIN.

(1) Raymond Colleye et le Mouvement Wallon pendant la guerre au front et à l'extérieur, éditions de l'Opinion Fédéraliste, Brux. 1924.

La justice dans l'Oasis

L'affaire Oderkerken

Il vaut vraiment la peine de revenir sur ce jugement qui condamne Oderkerken.

Ce n'est pas en manière de parler que nous disions que la 9^e Chambre de Bruxelles est célèbre ; elle porte, parmi les gens informés le surnom de « Chambre d'appel de la sûreté ».

La présidence et l'accusation s'y confondent étrangement et à défaut de preuves, les « présomptions morales » y sont suffisantes.

C'est ainsi que, tout comme au tribunal de Tournai, devant lequel Oderkerken fut acquitté, aucun élément ne fut avancé qui permettait de dire, le moins du monde, qu'il y avait recrutement de volontaires pour l'Espagne.

A ce propos disons même que nos premiers renseignements étaient inexactes. Les deux jeunes allemands qui se présentèrent chez Oderkerken avaient réussi à échapper à la terreur hitlérienne et ne demandaient rien d'autre que de pouvoir sans encombre parvenir en France. Quant à ce qu'ils feraient plus tard personne ni eux mêmes n'en étaient sûrs. Mais tout cela est et fut juridiquement sans importance.

La base ou pseudo-base de la condamnation de Louis Oderkerken ce fut un rapport de police venu de Verviers qui constitue un véritable crime. Il en ressort que Oderkerken n'a pas de ressources régulières, qu'il n'a pas droit au chômage que ses revenus seraient douteux ! et de provenance étrangère.

Or, L. Oderkerken travaille depuis 10 ans chez le même patron comme premier ouvrier et, en période de chômage, touche ses indemnités régulières.

Voilà les procédés employés pour affamer, pour abattre et pour emprisonner un militant ouvrier qui consacre tout ses loisirs à la cause de ses semblables et qui partage son pain avec les plus pauvres.

Dès à présent nous alertons tous les camarades et en général tous les hommes pour lesquels la justice et le droit ont encore un sens afin de nous aider dans notre lutte pour Oderkerken et pour toutes les victimes de la réaction nationale.

Attention ! Danger !

Si vous avez contact avec des gens qui vont en voyage, assurez-vous bien d'abord qu'ils n'avaient pas l'air d'aller en Espagne. Vous attraperez 3 mois de prison.

Qu'on se le dise

RESOLUTION

Le Syndicat « L'Union des Travailleurs » de Roubaix-Croix-Wasquehal et environs — 21^e Union Régionale de la C.G.T.S.R. filiale française de l'A.I.T. — après avoir pris connaissance des poursuites intentées contre notre excellent camarade Louis ODEKERKEN de Verviers (Belgique) :

- proteste avec la dernière énergie contre la remise par l'autorité belge, de deux travailleurs allemands entre les mains nazis, après leur arrestation au poste frontière de LA FESTINGUE-TOUFFLERS, opérée le 3 février dernier ;
- adresse au C.I.D.A. de BRUXELLES, son salut fraternel et se déclare solidaire dans sa campagne en faveur de Louis ODEKERKEN ;
- souligne que l'acquiescement prononcé le 9 avril par le Tribunal Correctionnel de TOURNAI, prouve l'inanité des poursuites ;
- fait appel à toutes les Unions régionales et à la C.G.T.S.R. pour épauler cette campagne, si besoin est.

Vive la Solidarité Internationale ! Salut fraternel au camarade Louis ODEKERKEN et à sa famille !

Pour le Syndicat et pour le Comité anarcho-syndicaliste du Nord :

E. Duquelzar
Hoche Meurant

Croix, le 22 mai 1937.

LE SOCIALISME A PARIS ET A BRUXELLES

Il nous est arrivé souvent de faire des comparaisons amusantes sur l'interprétation des événements politiques ou sociaux donnée par les socialistes, à Paris et à Bruxelles.

Ainsi notre globe-trotter national, Louis Piérard était touchant de sollicitude, dans le *Peuple*, pour ses amis Marquet et Déat au moment même où ces politiciens s'apprêtaient à fonder un nouveau parti « national » (comme Mac Donald) et que Blum se déclarait « épouvanté ». Puis, le même Louis découvrait en Doumergue-Suez, l'« homme du 6 février », le Sauveur de la République, en qui, au contraire, les socialistes français voyaient un Bonaparte radiophonique...

Le « Populaire », S.F.I.O., par la plume de son rédacteur en chef Resenfeld, a traité durement le national-ministre socialiste Spaak dans l'affaire de Borchgrave et continue à l'appeler « Monsieur » chaque fois que l'occasion s'en présente et malgré l'exequatur du Conseil général du P. O. B.

Ainsi, encore, le « Peuple », malgré l'évidence du rôle prépondérant que les anarchistes ont joué dans la défense révolutionnaire de l'Espagne, n'a jamais rendu objectivement à ces camarades l'hommage que même la presse bourgeoise a été contrainte de leur donner.

Lorsque les circonstances l'obligent à se rappeler l'existence de la F.A.I. ou de la C.N.T. c'est pour faire place à l'insulte ou à l'insinuation jésuitique.

Les derniers événements de Barcelone ont fourni un matériel inespéré pour cette sale besogne et dans le « Peuple » du 7 mai, dans un commentaire qui pue à distance le Louis Piérard, on peut lire :

« Les anarchistes catalans ont fait déjà un tort immense à la République espagnole. Souhaitons que l'immense masse du peuple les réduise à merci et n'accepte pas plus la dictature de la violence armée, si elle vient de ces gaillards, que si elle vient de Franco... »

La République, pour le « Peuple » ce sont les Ceka qui massacrent nos camarades dans les rues de Barcelone.

Jexas, qui n'en est pas à ses premiers essais d'ignorance totale de la vie sociale espagnole, ce qui ne l'empêche pas de diffamer nos camarades, à respectable distance, récidive et aggrave l'odieux habituel de la « maison ».

Dans un commentaire abracadabrante sur la dernière crise ministérielle (crise de ternision), après avoir trouvé tout naturel que le cabinet soit composé à dosage communiste hors proportions

et que la direction de la guerre soit confiée au plus incapable ministre que Paris-Londres pouvaient dénicher parmi les politiciens espagnols, Jexas ajoute que « du moment que les anarchistes refusaient, pour des considérations de parti ou de doctrine, à s'incliner devant les nécessités impérieuses de la défense nationale et provoqueraient même un soulèvement en Catalogne en vue d'affirmer leur influence particulière dans le régime, il devenait indispensable de créer une situation nette. La rébellion anarchiste de Barcelone fut matée. Un problème de la plus grande gravité qui, à vrai-dire, était dès le début suspendu comme une menace au-dessus de la tête de la République nouvelle... »

Les anarchistes ont toujours demandé la direction de la guerre, tant à Madrid qu'à Barcelone et si cela eut été, ni Tolède, ni Malaga ne seraient tombées (par trahison), Bilbao ne serait pas assiégée par Mola si on obligeait ce dernier à s'occuper du front d'Aragon (boycotté par l'état-major de Valence).

Mais André Lerroux, dans le « Populaire » français, parle un tout autre langage ; il trouve que la crise a d'abord été provoquée par « la lutte d'influence entre le parti communiste et la fraction des socialistes qui voulait lui résister ». Et il ajoute que « Largo Caballero n'aurait pas pu être évincé si les communistes n'avaient trouvé au sein du parti socialiste un secours inespéré : celui des « centristes », c'est-à-dire de Indalecio Prieto et de ses amis (et amis de Jexas et de Louis Piérard).

Jexas ne fait aucun cas de l'absence du gouvernement des deux puissantes organisations ouvrières U.G.T. et C.N.T., mais Lerroux, au contraire, considère le fait très grave et constate « qu'on ne peut vaincre les fascistes en Espagne sans le concours de l'U.G.T. et de la C.N.T. ».

André Lerroux, enfin, se charge de rendre quelque justice aux anarchistes si diffamés par Jexas et reconnaît que « ce sont les hommes de la C.N.T. qui, en juillet, ont écrasé la révolte fasciste à Barcelone ; ce sont les « chefs » de la C.N.T. qui, au cours du dernier conflit dans la capitale catalane sont intervenus pour calmer les esprits et ont ainsi évité les pires désastres ».

Nous n'en demandons pas tant au « Peuple », mais il nous semble qu'il serait tout de même possible de concilier sa phobie antianarchiste et l'ignorance de ses rédacteurs avec une certaine dose d'objectivité relative...

Mr.

SAMEDI 5 Juin 1937, à 20 h. 30

Nouvelle Cour de Bruxelles, 15, Place Fontaines

Soirée de Cabaret

Suivie de redoute

organisée par le Menestrel Club

au profit des Enfants Espagnols

Léo Campion

du Cabaret du Grillon

présente :

le Menestrel Club Juan Denise Roman

dans son répertoire violoncelliste cantatrice

Gîte De Greef Virginie Magdalena

pianiste acrobate danseuse andalouse

Janine Roger Derval et Olga Luxy

de l'Empire de Paris duettistes

Balaguet Gonzalo Jonny and his partner

du Cabaret Club xilophoniste de l'Empire de Paris

Le Portefeuille

un acte d'Octave Mirbeau

interprété par le Théâtre Ouvrier

Participation aux frais : 3 francs.

Abonnez-vous à Rébellion

LES ARTS

La tétralogie de R. Wagner

ŒUVRE REVOLUTIONNAIRE

Vers 1848, Wagner connut Michel Bakounine, qui, du nihilisme très répandu alors en Russie, dégagait peu à peu la philosophie et la formule constructive de l'anarchisme. Leurs rapports laissèrent sur le compositeur une impression profonde qu'il traduisit dans une brochure « L'Art et la Révolution » où l'on relève cette phrase : « Lorsque le but de vivre de l'homme libre de l'avenir cessera d'être l'acquisition des moyens de subsistance et lorsque l'industrie, au lieu d'être notre maîtresse, deviendra notre servante, nous mettrons ce but dans la joie de vivre et nous nous efforcerons de donner à nos enfants la capacité et la force de jouir de cette joie le plus effectivement possible ».

Aussitôt après l'insurrection de Dresde de 1840 à laquelle il prit part, il écrivit le livret des quatre opéras de « L'Anneau du Nibelung » (la Tétralogie) : l'Or du Rhin, la Walkyrie, Siegfried et le Crépuscule des Dieux. Le thème général de l'Anneau du Nibelung est que l'intérêt personnel corrompt l'individu et que l'exercice du pouvoir ne peut qu'engendrer des crimes et des catastrophes. La révolution doit déblayer le terrain de toutes les entraves s'opposant au libre développement de l'humanité.

L'intérêt personnel a atteint sa plus haute expression dans notre société moderne, par le capitalisme ; quant au pouvoir, la Tétralogie entend par là, toutes les formes de gouvernement. Wagner symbolise l'un par l'or et l'autre par un anneau, forgé de cet or, qui plie toutes les volontés.

Dans l'Or du Rhin, on voit que pour conquérir l'or — les biens et les richesses de la Nature — le nain Alberich renonce à l'amour, et à toute sensibilité. De cet or il forge un anneau, instrument du pouvoir qu'il lui suffit de porter à ses lèvres pour que tout cède à sa volonté. Par ruse, le dieu Wotan — représentant une aristocratie quelconque — s'empare des richesses d'Alberich et de l'anneau, sur lequel le nain prononce un terrible anathème ; mais le dieu est obligé de céder tout ce butin, dont il n'a eu la jouissance que pendant un bref instant, aux deux frères géants, Fasolt et Fafner — figurant la classe laborieuse et non encore éclairée — qui lui ont bâti un superbe château d'où Wotan espérait diriger les destinées du Monde. Pour Wotan commence alors toute une série de déchéances auxquelles il ne peut échapper. L'or et le pouvoir entraînent une lutte immédiate entre les deux géants. Fafner tue son frère pour s'approprier sa part. C'est ainsi qu'on a vu et qu'on verra peut-être encore une fraction prolétarienne en annihiler une autre pour acquérir ces organes de domination qui la précipiteront, elle-même, dans l'abîme.

Wotan désire arracher l'anneau à l'inculte Fagner dont il redoute le pouvoir aveugle, mais il ne peut le faire parce qu'il est esclave de ses engagements. Dans « La Walkyrie », il en charge, sans que l'intéressé s'en doute, un fils, Siegmund, qu'en même temps qu'une fille, Sieglinde, il a eu d'une femme terrestre. Il cache pour lui une épée invincible que Siegmund retrouve en même temps que sa sœur. Sieglinde, ravie très jeune aux siens, avait épousé Hunding, mais elle devient l'amante de son frère et se sauve avec lui. Toutefois, la déesse Fricka, femme de Wotan, montre à celui-ci que sa ruse est enfantine : il ne peut pas charger un autre inspiré par lui de faire ce qu'interdisent à lui-même ses traités. Il doit retirer à l'épée son pouvoir surnaturel et, gardienne des lois du mariage, Fricka exige en outre le châ-

timent, la mort de Siegmund, le fils du dieu. Wotan cède et contraint une autre de ses filles, une Walkyrie nommée Brünnhilde — qui représente la conscience du dieu et cherche en vain à le faire revenir sur son arrêt — de donner la victoire à Hunding dans son duel prochain avec Siegmund. Brünnhilde se laisse attendrir par Siegmund et l'aide dans le combat, mais Wotan intervient et l'épée prétendue invincible se brise sur la lance du dieu, symbole de la Loi.

Pour s'émanciper le prolétariat ne doit compter que sur ses propres forces ; toutes les aides qui lui seront offertes devront être considérées comme suspectes.

Mais Brünnhilde sauve Sieglinde avec l'enfant — de son frère — qu'elle porte dans son sein ; puis elle affronte la fureur de Wotan, forcé de punir l'acte que sa propre conscience aurait dicté s'il n'avait pas été lié par sa loi. Il endort sa fille sur un rocher entouré de flammes que seul pourra franchir un héros plus libre que lui ; le dieu.

Sieglinde meurt en donnant le jour à Siegfried. Mime, le frère d'Alberich, l'élève et cherche en vain à ressouder l'épée de Siegmund avec laquelle le jeune héros pourrait, bien entendu au profit du nain, vaincre Fafner, qui s'est transformé en un dragon terrifiant, vauré sur ses trésors dont il ne sait même pas jouir intelligemment (pas plus que la majorité des capitalistes).

Mais pour vaincre le dragon et pouvoir rendre à la Nature l'or et l'anneau qui ont déjà fait trop de mal, l'arme doit être d'une trempe impeccable. Siegfried — l'humanité jeune qui ne doit rien au monde hostile qui l'entoure et qui, sans le savoir, est prédestinée à cette tâche — réduit l'épée en limaille, la fond, la coule la forge et la trempe de nouveau en produisant cette fois une arme nouvelle, irrésistible. La révolution qui se fera ne doit emprunter aucun moyen au monde actuel.

Siegfried tue le dragon, laisse les trésors, mais s'empare innocemment de l'anneau, comme d'un simple jouet. Il atteint le rocher de Brünnhilde, malgré Wotan qui lui oppose une dernière fois sa lance, symbole de la Loi. Mais l'épée reforgée la fait voler en éclats. L'union de la conscience, de l'amour, de la joie de vivre et de la liberté est scellée par Brünnhilde et Siegfried.

Dans le Crépuscule des Dieux, la fin de la phalange divine inévitable depuis que Wotan faussa les lois naturelles par ses propres décrets, est annoncée par les Nornes. Siegfried est sommé par les filles du Rhin de rendre l'anneau au fleuve, faute de quoi il périra. Ne voulant pas passer pour un lâche, le héros refuse et est assassiné, au cours d'une partie de chasse, par Hagen fils d'Alberich et d'une femme qui lui a cédé, non par amour, mais par convoitise. Hagen représentant de tous les mauvais instincts ne peut pas arracher de la main de Siegfried l'anneau fatidique. La révolution pourra être vaincue, mais le pouvoir ne pourra plus jamais se reconstituer. Brünnhilde s'immole sur un bûcher à côté du corps de son amant et le feu embrase tout l'Univers y compris l'altier palais des dieux. Le Rhin déborde et récupère des cendres du bûcher l'anneau qu'il fait rentrer dans le sein de la Nature d'où il n'aurait jamais dû sortir pour accomplir sa mission maléfique.

La terre ravagée est prête alors aux nouvelles semailles d'une humanité nouvelle qui n'aura pas touché à l'or, ni trempé dans le pouvoir.

De Malander.

La prochaine et l'enfance

La « Wallonie » raconte que les petits espagnols, réfugiés en Belgique, étaient « pris de panique dès qu'ils entendaient le vrombissement d'un moteur ou qu'ils apercevaient un avion dans les airs ».

Aussi, la « Wallonie » a adressé ce message aux petits espagnols : « N'ayez pas peur lorsque vous entendez un moteur d'avion ou si vous en voyez dans le ciel. Ces avions ne vous feront aucun mal, ce ne sont pas des appareils fascistes, ce sont des avions de vos bons amis belges ».

Cela nous rappelle la déclaration du bel écrivain André Malraux, selon laquelle la moitié au moins des enfants de Madrid seront, leur vie durant, des nerveux malades.

Cela nous permet de prévoir aussi une nouvelle grave conséquence de la prochaine guerre, quand les avions ennemis déverseront des tonnes de bombes sur nos villes et quand les avions des bons belges massacreront ou rendront névropathes les enfants de l'adversaire.

A bas la guerre, offensive ou défensive.

Communiqué

(War Resisters' International)

La Section Belge de l'I. R. G. réunie en Assemblée Générale le 26 avril dernier a examiné les différents points inscrits à l'Ordre du Jour.

Après lecture du rapport sur l'activité de la section donnée par le secrétaire, la discussion s'est particulièrement étendue sur la position des W.R. en face du conflit espagnol.

Le Camarade Ramen a défendu une thèse tendant à écarter de tous conflits, même sociaux l'emploi de la violence. Nous nous ferons un devoir d'exposer cette thèse en détail dans ces colonnes lors d'une prochaine parution.

La candidature du Cde Léo Campion au Conseil International est adoptée à l'unanimité. Cette proposition sera présentée au bureau de l'Internationale.

Un délégué désigné par les membres présents représentera la section belge au Congrès International de Copenhague en juillet prochain. Il y exposera la thèse du Camarade Ramen si l'assemblée la fait sienne.

Divers propositions d'aide à la population civile espagnole sont examinées. Le Comité s'efforcera tout particulièrement de servir d'intermédiaire entre l'Espagne et le centre de Londres. Il communiquera à la presse l'éloquent appel de H. Runham Brown intitulé « Un télégramme d'Espagne pour vous ».

Resistants à la guerre

Il y a actuellement, en Roumanie, 105 résistants à la guerre en prison on en compte 345 en Yougoslavie (pour la grande majorité des Nazaréens), pays où la majeure partie des condamnations varie entre 7 et 11 ans. En Pologne, on trouve également des prisonniers pour refus d'accomplir le service militaire ou de prêter le serment militaire. En Suisse, Ernest Villard termine à Zurich sa condamnation à 6 mois de prison (à quoi s'ajoute une privation de droits civiques de 6 ans). L'année de prison infligée à Basinger à Genève s'est achevée en janvier. En France, si Marcel Breteche a été condamné à quatre mois de prison (plus privation des droits civils pour cinq ans), si Lemaitre a fait la grève de la faim, Gérard Vidal et Charles Coin ont été libérés. En Hollande, on compte 17 objecteurs de conscience détenus. Au Danemark où est en vigueur le système du service civil, les deux camps de service alternatif sont bondés, ce qui n'empêche pas que Erik Hansen qui a refusé et le service militaire et le service alternatif ait été condamné à quinze mois de prison.

(L'En Dehors.)

Bilan de la guerre 1914-18 :



12.996.571

hommes tués,

Bénéfice moyen de l'industrie lourde internationale :

150.000 francs par cadavre !

LES AUTRES ET NOUS

Confraternité

« La Vague », de Paris, et « Combat », de Bruxelles, saluent avec sympathie la naissance de « Rébellion ».

Sensibles aux sentiments confraternels exprimés par ces aînés, nous les en remercions.

Bon sens

Notre courrier n'est pas encore bien volumineux ni sensationnel. Il nous apporte cependant de multiples encouragements et des preuves que le bourrage de crâne National et Unitaire n'est pas aussi général qu'on pourrait le croire.

D'une lettre d'un travailleur qui annonce son obole pour « Rébellion » nous extrayons ces remarques remplies d'un honnête bon sens :

On se souvient de « l'ordre général 295 » décrété par le Gouvernement Theunis-Franqui-Gutt, interdisant aux agents de l'état et des services publics d'avoir une conscience soi-disant antinationale et révolutionnaire, c'est-à-dire une opinion non conforme à celle de ces vieux réactionnaires.

M. Spaak, socialiste révolutionnaire, devenu ministre, approuve pleinement ce décret dictatorial.

Dans une séance de la Chambre en avril 1935 (discussion du budget des transports) il dit textuellement : «... quand on veut être fonctionnaire, employé, ouvrier de l'état, quand on veut bénéficier des avantages attachés à ces professions, il faut accepter une discipline particulière ».

Qu'on compare ce langage avec ce qu'il écrivait parfois dans l'« Action Socialiste », alors on peut se rendre compte de l'opportunisme incroyable d'un homme qui jouit de l'admiration de certains intellectuels qui prétendent se vouer à la « génération montante ». Assurément ; il est vrai que la grosse industrie, la grande entreprise et surtout les charognards ont rafiés énormément d'argent. On appelle cela « reprise des affaires ». C'est une reprise à sens unique ! Les petits salariés et les chômeurs vivent toujours dans une misère affreuse !

Il ne suffit pas de dire, que le prolétariat a aussi le droit de profiter de cette reprise (on l'a dit depuis des années). Ce qu'il faut avant tout, c'est vivre. Vivre une vie au moins supportable. Et il ne sera jamais l'œuvre d'un Gouvernement, si national soit-il, de rendre aux ouvriers cette humble justice.

X....

Humour belge

Un courageux anonyme (tous les anonymes ne sont-ils pas courageux ?) ou une courageuse anonyme (la lettre est tapée à la machine) nous envoie copieusement.

Désireux de faire la pige à la rubrique « Humour anglais » de notre confrère « Le Soir », nous extrayons de sa lettre ces délectables traits d'« humour belge » (ils ont l'avantage d'être rigoureusement authentiques) :

«... exister les jeunes, leur enlever tout goût du travail, nier toute discipline, leur faire renier leurs devoirs envers leurs Parents, faire abstraction de tout respect. En un mot en faire des paresseux, des jeunes sans idéal, sans but dans la vie, qui ne respectent ni la femme ni leur famille. Quand vous aurez fait tout le mal possible à ces jeunes vous trouverez bien un emploi... »

Et plus loin : « Quand on a trouvé pour se faire remarquer que... d'être objecteur de conscience. Quand avec votre face d'enfant de cœur (sic) vous n'avez pas réussi et que vous avez porté un petit veston et des culottes qui seraient vos deux pauvres petites fesses pour essayer de réussir de cette face là... Il est visible que votre journal est créé pour... tâcher de gagner votre pauvre petite vie et pas pour autre chose. »

Un colonel nous écrit

Le colonel Brohez, auteur de « La Mouche Tsésé et la Colonisation au Katanga », de « Emploi de l'armée en cas d'émeute »... et lecteur de « Rébellion », nous adresse une lettre fort curieuse, mais trop longue pour que nous la puissions publier en entier.

En voici quelques extraits : « Votre numéro 1 m'amuse parce que l'argument humanitaire — vérité et justice dans le sens de Socrate copié par Van Zeeland — est plus fort que la mort. Car il est l'amour, cette force impérieuse de pénétration, fluide armé d'Isis qui crée du bonheur quand il est entre les mains d'un humanitaire expérimenté, d'un Tamerlan assez fort pour mourir paisiblement dans son lit en imposant une paix tamerlannienne ».

« Mais n'allez pas crier que la Belgique copie mon évangile, vous risqueriez non seulement de briser le fluide qui le porte, mais de me faire mettre en prison comme hérétique digne de la cigüe si les opprimés, forts de cet évangile, s'unissaient contre moi avec leurs oppresseurs d'hier en un rire homérique, ce rire déconcertant qui m'accueillit en 1902 chez les orang-outangs ».

« Coppée-de Broqueville au dessus des tranchées ; 98 % de trafiquants à l'intérieur, puis la traite des marks et des dommages de guerre, rien de belges dans tout cela. Borms n'est pas plus coupable que ces gens là, il voulait faire une patrie flamande libre dans une Belgique à créer et il s'est allié avec le diable contre les embusqués du Havre refusant de mettre la main à la pâte et vendant leur droit d'ainesse pour échapper à la ligne de feu occupée par 85 % de Flamands, 10 % de Wallons et 5 % de démiurges comme chefs du feu ».

« La comédie espagnole est intéressante, c'est la continuation de la guerre de 1914-18 à laquelle l'Espagne avait échappé ; c'est curieux d'y voir l'argent au service des synthèses capitaliste et spartakiste non loin des nègres sans jaccas pour assiéger l'Espagne, non loin des Berbères venus de Cana, Niger, pour coloniser l'Espagne en nous amenant à copier leur catéchisme et leurs clochers. — Quel sangment, disait le maroulien devenu mandarin chinois et visitant la galerie du Roi ! »

« Ce que vous dites là est absurde, direz-vous, jetons cela aux ordures avec les autres et f... nous la paix ! Vous avez raison, Campion, rions !... » D'accord, colonel, rions ! Mais en conservant votre précieuse missive.

Petite Correspondance



Lectrice dolente. — Il faudrait vous adresser à un médecin, moi je suis spécialisé dans la dégustation. Comme disaient les latins : *primum bibere*.

Internationaliste. — Nous n'avons encore que 125 abonnés au Groënland, ce qui nous semble insuffisant pour publier une édition en patagonais.

G. D., Schaarbeek. — Si j'avais une fille, je l'appellerais Bessie. Bessie Klette. Il ne faut pas prendre les Bessies pour des lanternes.

Léon Degrelle, Bruxelles. — Bela Kun n'est pas à Bruxelles et nous n'avons rien touché de l'ambassade soviétique.

Futur faux-monnayeur. — Pour mortale que soit votre vocation, il m'est impossible de vous donner les renseignements que vous me demandez par téléphone.

M. L., Jette. — MM. Franco et Pozas sont généraux tous les deux.

La mère Tata. — La cuisse de Jupiter a eu une influence sur l'évolution humaine supérieure à celle du nez de Cléopâtre.

V. V., Ostende. — Non, « le Maure en fuite » n'est pas un film de propagande gouvernementale espagnole.

Extrémiste. — Transformer Ste-Gudule en bobinard ? Vous n'y pensez pas ! M. de Dorlodot ferait encore une interpellation...

V. d. B., Gand. — Si vous souffrez d'insomnies, « le roi Albert », livre de M. Pierre Nothomb, est un soporifique excellent ; à titre d'expérience, ma petite amie en a lu deux pages hier soir et nous avons très bien dormi. Merci.

Ecclésiastique wallon. — Il n'y a pas de poche-révolver aux pantalons de femme pour qu'on ne puisse pas les déformer (les poches, pas les pantalons), c'est fait exprès.

Duchnock. — Ce n'est pas Darman, c'est Staf De Clercq qui ressemble à la femme à barbe.

Framboisine. — Comme tu dis : un vrai faucon.

Intoxiqué. — Vous n'aimez plus le roastbeef ? Ecrivez de ma part au Centre Végétarien de Réadaptation des Anthropophages.

A. A. — La tante de M. Pierre Daye ? Ce n'est pas toujours la même...

Admirateur de Mistinguette. — Ne vous fiez pas aux apparences.

Mimi touffue. — Vas à Trou-sur-Mer, Mimi touffue tout flamme, les dunes y sont particulièrement confortables et l'eau courante est à proximité, mais munis-toi d'une serviette.

Jackie. — Qui vous a fait croire, naïf correspondant, que le P. O. B. était socialiste ?!

Docteur Klette.

Viennent de paraître aux Editions Pensée et Action

La C.N.T., le Gouvernement et l'Etat 1 fr.

La position de la F.A.I. 1 fr.

Editeur responsable : Léo CAMPION, 56, rue Marie de Bourgogne, Bruxelles.

Impr. La Productive, 64, r. de l'Etuve, Brux.

Un bel uniforme

Au bistro du coin, le docteur Klette se précipite à notre table, tout congestionné :

« — Ah ! mes amis... je viens de passer Porte de Namur. Il y avait un crieur de journaux qui vendait « Rébellion ». « Rébellion » qui vient de paraître !... hurlait-il d'une voix de stentor... Il était revêtu d'un magnifique uniforme noir et rouge, aux couleurs de la C. N. T. — F. A. I., et son chef était surmonté d'une magnifique casquette ornée de lauriers dorés sur ses liserés... »

« — Ce n'est pas vrai, docteur », interrompement-nous en nous marant doucement.

« — Non, ce n'est pas vrai, consentit le docteur Klette, mais avouez que c'est un bel uniforme... »

Humour et Caricature

Suzanne CATTEAU
Francis ANDRE
Paul BAR
Léo CAMPION
Paul DAEMEN
René DAEMEN
Louis WAGEMANS
VANESS

exposent

dans les halls du Métropole

Sous les auspices de la Metro Goldwyn Mayer à l'occasion du passage du film : Jim l'excentrique.

Vernissage vendredi 4 juin à 10 h. du matin.